

Déclaration du Collectif de Solidarité internationale avec le peuple du Venezuela

Nous, partis politiques, syndicats et associations, nous unissons dans le Collectif de Solidarité internationale avec le peuple du Venezuela afin de soutenir les initiatives, actions et mobilisations visant à faire prévaloir la lutte des Vénézuéliennes et Vénézuéliens pour le respect de leur dignité, de leurs droits fondamentaux et de leur volonté démocratique face à l'usurpation des résultats de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024. Aujourd'hui, 10 janvier 2025, alors que Nicolás Maduro prétend inaugurer un nouveau mandat présidentiel au mépris de la volonté populaire exprimée dans les urnes, nous déclarons que :

Le peuple vénézuélien connaît depuis 2014 une véritable tragédie : le PIB a chuté de 74 % entre 2014 et 2020, le salaire minimum stagne à quelques dollars par mois, les services publics élémentaires font défaut, plus des quatre cinquièmes des Vénézuélien•nes vivent sous le seuil de pauvreté et environ 7,9 millions – soit plus du quart de la population – ont quitté leur pays. Le gouvernement n'a cessé de réprimer tous types d'opposant•es et de dissident•es, en particulier parmi les classes populaires et travailleuses. 120 syndicalistes ont été arrêté•es et plus de 3400 ont été menacé•es. Les quartiers populaires ont été la cible de politiques "sécuritaires" causant des milliers d'homicides par an aux mains des forces de l'ordre au sein de la jeunesse pauvre et racisée. En outre, depuis 2019, les sanctions économiques unilatérales des États-Unis n'ont fait que renforcer l'autoritarisme du pouvoir, et la dépendance des habitant•es vis-à-vis des maigres aides alimentaires octroyées en échange de leur allégeance politique et électorale.

C'est dans cette situation de crise humanitaire et de fuite en avant autoritaire qu'a eu lieu l'élection présidentielle du 28 juillet 2024. Alors que tout indique que Nicolás Maduro a été nettement battu par le candidat d'opposition libérale Edmundo González Urrutia, les pouvoirs publics ont proclamé puis entériné la "victoire" du président sortant sans en fournir les résultats détaillés comme l'exige la loi. Face à la mobilisation populaire spontanée déclenchée dans la foulée, la répression a fait une trentaine de morts en quelques jours et plus de 2 000 personnes ont été emprisonnées, dont plus d'une centaine de mineur•es. Depuis, si une partie a été libérée, de nouvelles personnes ont été arrêtées récemment, tandis qu'on dénombre toujours près de 1 800 détentions à caractère politique au 30 décembre 2024 et que 3 détenus sont morts en prison. Cette vague répressive ne vise pas uniquement les militant•es politiques et syndicaux•ales ou les leaders sociaux, elle touche toute personne qui contredit le récit officiel sur le scrutin et en particulier les classes populaires.

Face aux risques d'aggravation du conflit portés par ce passage en force de Nicolás Maduro et son instrumentalisation géopolitique par les grandes puissances ayant des intérêts dans le pays (États-Unis, Russie, Chine), nous soutenons une sortie de crise qui redonne la parole aux Vénézuéliens et Vénézuéliennes, loin des ingérences d'où qu'elles viennent. Les menaces de Donald Trump de durcir à nouveau les sanctions contre l'économie nationale si l'État vénézuélien ne coopère pas avec la déportation massive de ses ressortissant•es présent•es aux États-Unis nous font craindre le pire. Les principes d'autodétermination des peuples et de liberté de circulation des personnes doivent primer sur tout accord au sommet.

Contre la consolidation d'un régime autoritaire et la mise à mal de toute alternative politique, nous nous efforcerons d'accompagner celles et ceux qui luttent au quotidien pour préserver la capacité de faire de la politique autrement pour tous les Vénézuéliens et Vénézuéliennes, et pour leur émancipation politique et sociale véritable. Nous dénoncerons sans relâche toute atteinte aux droits humains fondamentaux et aux libertés démocratiques des citoyens et citoyennes.

Paris, le 10 janvier 2025.

À nous la démocratie ! - ANLD / Arguments pour la lutte sociale - Aplutsoc / Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale - CEDETIM / Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua / Correspondencia de Prensa / Égalités / Ensemble / Gauche démocratique et sociale - GDS / Gauche écosocialiste - GES / Réseau Bastille / Revue trimestrielle ContreTemps / Union syndicale Solidaires.

À NOUS LA
DÉMOCRATIE !

aplutsoc.org
APLutSoc.
arguments pour la lutte sociale



égalité



R.B
Réseau Bastille

Contre
TEMPS

Union
syndicale
Solidaires